



**PROCES-VERBAL  
REUNION DU COMITE DIRECTEUR  
VENDREDI 10 DECEMBRE 2021**

**- A Montpellier -**  
*Hôtel Mercure Centre Comédie*

**B.O n° 2525**

---

*Début des travaux à 14h00*

---

**Appel nominal par la Secrétaire Générale**

---

<b>Liste des présents :</b>	
<b>Président</b>	Gilles SEZIONALE
<b>Trésorier</b>	Bernard DALMON
<b>Secrétaire Générale</b>	Dominique CUPILLARD
<b>Trésorier Adjoint</b>	Patrick PEREZ (visio en partie)
<b>Secrétaire Général Adjoint</b>	Philippe BRIOUT (visio en partie)
<b>Vice-Président(e)s</b>	Bénédicte COMPOIS Christiane GUERIN (en partie) Dominique LAGIER Jean-Luc MANAUDOU Joël PINEAU (visio)
<b>Chargés de Mission</b>	Denis CADON Benjamin MERCIER
<b>Membres</b>	Lazreg BENELHADJ Evelyne CIRIEGI Marc DEBERGHES Olivier HIRTZIG Christine KITEGI Richard LAGRAVE Pierre LEGROS Myrtho MANDE Hélène RICARDO Carine SOLLBERGER Patrick TRIOEN
<b>Assistent :</b> Directeur Général Directeur Technique National DTN Adjointe Directrice Financière Responsable Juridique Collaboratrice Président, responsable Moyens Généraux Responsable de la coordination des instances Représentante du CSE	Laurent CIUBINI Julien ISSOULIÉ Agnès BERTHET Alexandra LABOUCHEIX (visio) Antoine DURAND (visio) Valérie GICQUEL Magali TAPRET Sophie LARDILLAT (visio)

<b>Excusé :</b> Chargé de Mission Membre Membre Membre Membre Membre Membre Membre	Stéphane METZGER Christine ARNOUX Alain BERNARD Sylvie CAILLET Julie EISSEN Laure GAUTHREAU Marieke HOEDTS Inès NYADANU POLLET
--	---

Dominique Cupillard procède à l'appel nominal.

### **1. Accueil du Président**

Gilles Séziane informe que depuis la dernière réunion de Bureau du 1<sup>er</sup> décembre, les licences regagnent du terrain (+ 70 000 licences par rapport à N-2). Il espère que cette tendance positive se poursuivra sans que la pandémie ne perturbe cette courbe.

### **2. Validation des Procès-verbaux des Cercles de compétence**

Afin de faciliter le suivi et la coordination des travaux des différents cercles de compétence, Dominique Cupillard rappelle aux Liaison Bureau et aux responsables de cercles que les dates de réunions doivent être communiquées en amont à Magali Tapret et les comptes rendus adressés dans les 15 jours qui suivent ladite réunion. Les Présidents de Cercle doivent également indiquer si les propositions de leur compétence ont caractère à être soumises à la validation du Bureau ou du Codir.

#### **2.1 – PV du cercle de compétence Natation Santé / Eveil Aquatique du 1<sup>er</sup> octobre 2021 (en annexe)**

Ce procès-verbal est validé par le Comité Directeur.

#### **2.2 – PV de décision des commissions Covid Water-Polo des 18 novembre, 24 novembre et 2 décembre 2021 (en annexe)**

Ces procès-verbaux sont validés par le Comité Directeur.

#### **2.3 – PV du cercle de compétence Water-Polo du 22 novembre 2021 (en annexe)**

Ce procès-verbal est validé par le Comité Directeur.

#### **2.4 – PV du cercle de compétence Eau Libre du 23 novembre 2021 (en annexe)**

Ce procès-verbal est validé par le Comité Directeur.

#### **2.5 - Avenant aux modalités de sélection « juniors » de natation artistique**

Julien Issoulié informe qu'un nouvel avenant aux critères de sélection de natation artistique sera transmis dans les prochains jours aux membres du CoDir pour validation électronique.

En raison du budget et d'un calendrier chargé pour les clubs, une étape de sélection est annulée pour l'équipe de France junior. L'avenant prend en compte cette modification et précise les étapes de sélection. La date de l'échéance principale (championnat d'Europe Juniors) n'étant toujours pas connue à ce jour, un prochain avenant précisera les dates ultérieurement.

### **3. Validation du règlement Natation Course 2022 (en annexe)**

Bénédicte Compois rappelle que ce règlement sort tardivement du fait de la réorganisation de la saison. Certains éléments ont été validés au fil de l'eau, dont :

- L'organisation des meetings nationaux labellisés
- L'organisation de la natation départementale avec une proposition de redynamisation via de nouveaux outils de développement territorial, dont les Web confrontations (plus d'émulations et de comparaisons des performances), le retour de la Coupe de France des Départements, et la revalorisation des Trophée avenir et jeunes qui permettent d'accompagner et de suivre les populations de jeunes nageurs dans les territoires. L'objectif étant d'avoir des échanges avec les départements pour accompagner cette dynamique.

Sur le reste des compétitions, même architecture que précédemment. Seules les grilles N1 et N2 sont sorties ; pour les autres niveaux cela se fera à l'issue des dernières compétitions car nous n'avons pas assez de performances sur les deux dernières saisons pour les définir.

Reste des modifications à venir sur les Golden Tour notamment sur les dates de confirmation des effectifs afin de faciliter les réservations de déplacement et d'hébergement, et les primes.

Marc Deberghes demande si le projet de développement territorial sera décliné sur les autres disciplines ?

Bénédicte Compois répond que pour l'eau libre, une action renforcée d'accompagnement des ligues est souhaitée pour la prochaine saison.

En plongeon et en water-polo, la densité n'est pas suffisante sur chacun des territoires. En Natation Artistique, une dynamique est déjà mise en place avec les compétitions poussines et le swim artistic show qui peuvent être organisés dès le niveau départemental.

Richard Lagrave demande s'il n'y aura qu'un seul lieu d'organisation pour la Coupe de France des Départements.

Bénédicte Compois répond que chaque territoire mettra en place sa propre Coupe de France des Départements, avec une finale nationale le 17 juillet, à l'issue des Championnats de France Jeunes. Le programme identique pour tous est disponible dans le document joint.

Un point de vigilance avec le constat du non-retour à la pratique des post juniors, notamment sur les N2, dont 34% n'ont pas renouvelé leur licence en début de saison. Sur 2022, une attention particulière doit être menée sur cette population. Le programme a été construit avec le plus d'ouverture possible pour retrouver toute une tranche de nageurs.

Gilles Sézionale confirme les dégâts préoccupants engendrés par la Covid sur la population des Avenirs qui a déserté la compétition.

Pour illustrer ce propos, Julien Issoulié présente l'analyse du nombre de qualifiés – licenciés – engagés aux Championnats de France N2 2021 (document en annexe).

Patrick Trioen tient à souligner la qualité remarquable du document présenté. Il demande des précisions sur le règlement des meetings régionaux labellisés pour lequel les catégories d'âges ne sont pas précisés et demande si la parution tardive de ce document est liée à la prolongation de la saison sportive ?

Bénédicte Compois répond que les bases d'un fonctionnement en année civile étant maintenant posées, le programme 2023 pourra rapidement être mis en route, sous réserve de la connaissance des échéances internationales et au regard des retours qui nous parviendront des territoires dont les effectifs et densités de nageurs. En ce qui concerne les meetings, l'objectif est que les meetings nationaux soient à un niveau de pratique supervisé par la Fédération et que les régions s'approprient leur natation et proposent des meetings labellisés régionaux performants, d'accompagnement des jeunes jusqu'aux séniors. Le cercle de compétence Natation Course se tient à la disposition de tous pour aider les ligues à monter leur programme régional.

Bénédicte Compois salue le travail de Marc Hanssler dans la réalisation de ce document.

Le règlement natation Course 2022 est validé par le Comité Directeur.

#### **4. Point sur le PPF**

---

Julien Issoulié présente le nouveau PPF. La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

Lazreg Benelhadj : les ligues sont-elles exclues du dispositif pour les 2 premiers niveaux et seront-elle informées des communications adressées aux clubs ? A l'échelon national, il serait peut-être intéressant dans un premier temps de communiquer avec l'ETR avant de communiquer aux clubs.

Julien Issoulié répond que les ligues ne sont pas exclues du dispositif mais que leur cœur de métier est l'accession. Tout courrier adressé aux clubs sera également transmis dans un souci de totale transparence. Pour tout acte de candidature d'une structure, l'avis du Président de la Ligue, du responsable de l'ETR et/ou cadre technique sera sollicité en amont pour éviter tout mauvais jugement. L'intérêt est d'avoir un cercle vertueux dans l'organisation territoriale ; en effet, l'ETR doit permettre d'optimiser le lien entre les structures du PPF et les clubs de la région. L'accession participe à renvoyer le meilleur niveau régional.

Bénédicte Compois précise que dans les démarches de suivi, la ligue sera accompagnée afin qu'il y ait un vrai lien entre la DTN, l'ETR et le terrain pour faire progresser le système.

Gilles Sezionale confirme que l'ETR doit retrouver sa place dans le nouveau PPF, au travers d'un véritable travail de détection (coupe de France des départements), un accompagnement des entraîneurs, en lien avec la DTN. L'enjeu de ce nouveau PPF passe par une nouvelle structuration de notre Fédération.

Julien Issoulié : en 2023, la déclinaison est d'imaginer un challenge entre les structures d'accession, créer une finalité pour valoriser le travail effectué, organiser des séminaires thématiques, une animation, etc...

Evelyne Ciriégi rappelle qu'au niveau territorial, la mise en place des Maisons Régionales de la Performance vont permettre d'accompagner les athlètes, financièrement mais pas seulement. Une information sur le nouveau PPF doit leur être communiquée.

Julien Issoulié confirme qu'une communication sera effectuée auprès des Maisons Régionales de la Performance en mai juin prochains afin de leur laisser le temps de la mise en place. Ces maisons devraient avoir de vrais leviers au niveau de l'accession, notamment sur les aménagements scolaires qui aujourd'hui freinent le système.

Marc Deberghes demande des précisions sur la communication du cahier des charges des CAF ?

Julien Issoulié informe que les cahiers des charges seront communiqués en janvier ; ils seront aménagés en fonction des retours pour une finalisation en février.

Gilles Sezionale souhaite que le PPF soit intégré dans la contractualisation des ligues. Il faut un cadre pour que les équipes techniques régionales suivent une ligne directrice.

Une présentation du PPF sera faite au prochain Conseil des Territoires le 19 janvier 2022.

Jean-Luc Manaudou : quid du bilan du dernier PPF 2018-2021 ?

Julien Issoulié répond qu'un bilan a commencé à être fait à différents niveaux. Il reste à le formaliser ; seul le bilan sportif n'est pas pertinent en raison des dernières saisons sportives tronquées, du fait du manque de compétitions. Structuellement, la partie évaluation sera facilement réalisée. Elle se fera via les actions menées avec les aides financières reçues. A noter par exemple la bonne synergie constatée en Bretagne entre les structures du PPF, l'ETR et le programme des compétitions régionales.

Le Comité Directeur valide le principe du nouveau PPF.

## **5. Opportunité de création d'un fonds de dotation dédié à l'élite du Water-Polo**

Benjamin Mercier présente le projet de fonds de dotation dédié au Water-Polo.

### **Genèse du projet :**

#### **Une convergence d'intérêts et de moyens :**

- ✓ Marc Crousillat dispose d'un réseau d'entrepreneurs qu'il souhaiterait voir soutenir l'équipe de France masculine de water-polo.
- ✓ La FFN réfléchit depuis de longs mois à la mise en place d'un fonds de dotation orienté vers Paris 2024.
- ✓ L'image et les moyens de la FFN associés au réseau de Monsieur Crousillat pourraient constituer le point de départ d'un fonds de dotation dédié aux équipes de France de water-polo dans leur préparation olympique.
- ✓ Au regard des contraintes administratives liées à la création du fonds, une validation du comité directeur fédéral est nécessaire pour avancer rapidement sur ce sujet.

#### **Avantages d'un fonds de dotation :**

- ✓ Création d'une entité autonome, avec son propre nom, son propre logo, destinée à attirer les mécènes.
- ✓ Pour les particuliers donateurs : réduction d'impôt sur le revenu à hauteur de 66% du montant des versements, dans la limite de 20% du revenu imposable.

- ✓ Pour les entreprises donatrices : réduction d'impôt à hauteur de 60% du montant de leurs versements, dans la limite de 0,5% du chiffre d'affaires.
- ✓ Pas de suivi juridique ou comptable particulier (si ce n'est le suivi des actions financées et l'émission de reçu fiscal).
- ✓ Déterminer des contreparties d'image globales (ce qui permet de répartir la valeur de la contrepartie qui ne doit pas dépasser 25% du don).

#### **Contraintes administratives :**

- ✓ Déclaration obligatoire à la préfecture du département.
- ✓ Délai de constitution (peut prendre jusqu'à 3 à 4 mois selon la réactivité de la préfecture).
- ✓ La dotation initiale à verser est au minimum de 15 000€.

#### **Objet du fonds :**

##### **Les équipes de France de water-polo :**

- ✓ Si les financeurs sont pour l'instant identifiés du côté du water-polo masculin, l'idée est de permettre le développement d'actions futures sur l'ensemble des entités fédérales de haut-niveau dans cette discipline.
- ✓ Cibles pouvant être priorisées par les mécènes : Equipe de France féminine, Equipe de France masculine, Equipes de France jeunes.
- ✓ Les différents financements pourront cibler des actions précises.
- ✓ Un suivi opérationnel et comptable des actions financées par le fonds de dotation est nécessaire pour rester dans le cadre réglementaire.

##### **Calendrier opérationnel :**

- ✓ 10 décembre 2021 : validation en CoDir du FDD « Projet Water-Polo 2024 »
- ✓ Décembre 2021 – Janvier 2022 : dépôt des statuts, création du FDD
- ✓ Premier semestre 2022 : cadrage des premières opérations financées par le FDD
- ✓ 2022 – 2024 : recherche de nouveaux financements
- ✓ Fin 2024 : fin du FDD « Projet Water-Polo 2024 »

##### **Validation du principe et du versement initial :**

- ✓ La FFN coopère avec un « pool » d'entrepreneurs souhaitant s'investir dans le projet de haut-niveau de l'équipe de France masculine du water-polo
- ✓ Elle cofonde avec Marc Crousillat et d'autres financeurs initiaux le fonds de dotation « Projet Water-Polo 2024 »
- ✓ Sur la gouvernance, la FFN sera représentée par la moitié des administrateurs : Président, DTN et Président du Cercle de Compétences Water-Polo
- ✓ Elle verse à ce titre une participation de 15 000 € correspondant à une part de la dotation initiale du fonds de dotation
- ✓ Elle s'efforce de développer les pistes de financement du fonds sur l'olympiade

Lazreg Benelhadj demande pourquoi ce fonds de dotation n'est pas ciblé pour toutes les disciplines ?

Laurent Ciubini : Le fonds de dotation n'a d'utilité que son pilotage. Il implique les investisseurs concernés qui décident du fléchage de la dotation versée. Actuellement nous n'avons pas d'autres investisseurs que pour le Water-Polo. Potentiellement il sera possible d'en créer d'autres car nous avons le véhicule juridique de prêt.

Il est précisé que le fonds de dotation ne transite pas par la Fédération ; c'est pourquoi il est nécessaire de créer une entité juridique extérieure à la Fédération.

Jean-Luc Manaudou demande des précisions sur le versement initial de 15 000 euros de la fédération pour abonder le fonds dotation.

Laurent Ciubini confirme qu'il ne s'agit pas d'un budget supplémentaire mais bien d'une somme venant en déduction du budget initial.

Antoine Durand rappelle qu'il s'agit d'un véhicule juridique différent de la Fédération co-créé avec d'autres financeurs. La dotation minimale initiale de la Fédération est de 15 000 Euros qui seront pris sur le budget initial du water-polo féminin 2022 afin d'équilibrer et rendre la parité à ce fonds de dotation. L'importance est de garder la main sur ce fonds en gardant 50 % du pouvoir de décision, avec prépondérance de la voix du Président de la FFN en cas d'égalité.

Le Comité Directeur valide le projet de fonds de dotation dédié au Water-Polo - 2 abstentions : Jean-Luc Manaudou et Olivier Hirtzig.

## **6. Présentation du pré-projet Labellisation 2022-2023**

---

Philippe Briout présente le pré-projet de la Labellisation 2022-2023.

### **Rappel des enjeux :**

La labellisation fédérale doit être :

- ✓ Un dispositif engageant les clubs à s'inscrire dans une démarche qualité avec une volonté et recherche permanente d'efficience
- ✓ Un outil de reconnaissance et d'évaluation des clubs à travers des indicateurs permettant d'apprécier la qualité des prestations fournies
- ✓ Un outil d'aide et d'accompagnement des clubs dans leur projet de structuration et de développement
- ✓ Un levier de promotion des clubs au sein de leur territoire vis-à-vis du grand public, des partenaires institutionnels, des médias, des acteurs fédéraux, ...

➔ **Une finalité à atteindre : un club = un label**

### **Objectifs d'une refonte de la labellisation :**

- ✓ Proposer un dispositif permettant de mieux situer les clubs dans l'organisation globale fédérale et plus largement sportive
- ✓ Faciliter l'engagement des clubs dans le dispositif et le travail d'instruction des dossiers par les équipes fédérales
- ✓ Donner plus de lisibilité aux labels avec un système facilement identifiable par les partenaires institutionnels et l'ensemble du réseau fédéral
- ✓ Inciter les clubs à s'engager dans une démarche de développement/progression en identifiant des labels définis par des indicateurs dont le degré d'exigence est progressif et adapté aux différents niveaux de structuration

### **Calendrier de travail :**

- ✓ Reconduction automatique des labels actuels pour l'exercice 2021-2022 avec finalisation de l'instruction avant la fin d'année (communication début 2022)
- ✓ Fin des aides financières fédérales directes versées aux clubs dans le cadre de la labellisation
- ✓ Mise en place du Cercle de Compétences Labellisation pour proposer un nouveau travail sur les indicateurs et une simplification des labels
- ✓ Lancement en octobre 2022 de la campagne 2022-2023 sur la base de ces travaux

### **Les avancées du cercle de compétence : le fonds**

#### On garde :

- ✓ Le principe des pré requis d'accès au dispositif (100% licence, participation à la vie fédérale)
- ✓ Le module Extranat/ labellisation pour la saisie du dossier en ligne et la vérification automatisée des données

#### Les nouveautés :

- ✓ Valorisation de la thématique « Développement Durable » soit via les pré requis (signature d'une chartre DD) et/ou les indicateurs des labels
- ✓ Lier les dispositifs du PSF et de la labellisation en valorisant financièrement les clubs labellisés qui sollicitent du PSF
- ✓ Accompagner les clubs via la dotation d'outils de communication pour activer la promotion des labels auprès de leurs partenaires institutionnels
- ✓ Identification de 4 familles de labels représentatives des activités majeures menées par les clubs : Santé / Apprentissage / Compétitions / Animations promotionnelles
- ✓ Pour chaque famille, 3 niveaux de structuration définis avec des indicateurs progressivement plus exigeants

### **Finaliser l'équation un club = un label**

- ✓ La proposition actuelle en quatre ensembles de structuration manque encore de lisibilité
- ✓ Il est nécessaire qu'un club se détermine par un niveau de labellisation générale
- ✓ Le label attribué à un club serait la somme du résultat des clubs dans les quatre niveaux de structuration (à finaliser en CC)

- ✓ En fonction du score obtenu dans chacun des quatre sous-ensembles (notes sur 3), la labellisation des clubs pourrait par exemple être définie comme suit :
  - De 10 à 12 points obtenus : Label niveau « Or »
  - De 8 à 10 points obtenus : Label niveau « Argent »
  - De 6 à 8 points obtenus : Label niveau « Bronze »

Lazreg Benelhadj : pour certains clubs, les subventions sont soumises à ces labels, et il serait intéressant que l'attribution de leur label soit connue à la rentrée pour solliciter leurs subventions. Il se dit favorable à une périodicité de 2 années afin de permettre à certains clubs en difficulté de leur laisser un second souffle la deuxième année et de perdurer dans le temps, sous réserve d'un contrôle du respect du cahier des charges.

Richard Lagrave s'interroge sur la motivation des clubs à passer du temps à saisir sur Extranat pour obtenir le label « bronze » ou « argent » pour des aides financières peu importantes.

Philippe Briout estime que l'aspect financier n'a pas d'effet levier significatif (en moyenne 280 à 300 euros par Club) ; si le label « qualité » devient incontournable, les clubs feront l'effort d'entrer dans le système reconnu dans les territoires.

Bernard Dalmon : les ligues et les comités départementaux doivent relayer cette communication au niveau des Conseils régionaux et départementaux pour l'obtention des aides.

Le Comité Directeur valide ce pré-projet labellisation 2022-2023.

## **7. Présentation du processus budgétaire 2022**

---

Alexandra Laboucheix présente le processus budgétaire 2022 et la méthodologie adoptée. Ce processus est non abouti à date. Il est concerté par l'ensemble des parties prenantes ; il est très long car constitué de multiples allers-retours.

La méthodologie de construction du processus budgétaire a consisté à :

- Partir de la base budgétaire 2021 pour intégrer l'impératif d'équilibre financier
- Identifier les impacts 2022 :
  - Incertitudes sur les licences
  - Financement du chantier de rénovation SI
  - Hausse du point d'indice sur les rémunérations
  - Fin de contrats
  - ....
- Cadrer les différents services selon ces contraintes
- En l'occurrence, la consigne donnée est de ne pas dépasser l'enveloppe octroyée en 2021 pour construire le budget 2022

### **Calendrier :**

Octobre 2021 :	Cadrage budgétaire
Novembre 2021 :	Elaboration des budgets (actuellement, tous les budgets sont compilés ; les recettes et les dépenses doivent être mises en adéquation)
Décembre 2021 :	Finalisation du budget
Février 2022 :	Présentation au CoDir
Mai 2022 :	Validation du CoDir
Juin 2022 :	Vote à l'AG

### **Résultat de la première consommation budgétaire :**

#### **Equilibre financier présenté en Bureau :**

- ✓ Hausse des recettes de 0,4 M€
- ✓ Hausse des dépenses de 2,0M€
- Soit un budget déficitaire de 1,6M€

### **Prise en compte des échanges du Bureau :**

Rappel des principaux éléments expliquant le déficit à date au 1<sup>er</sup> décembre 2021 :

- Intensification du programme sportif : 440 000 €
- Modèle des Championnats : 235 000 €
- Programme Ambition Bleue : 200 000 €



- Licences, affiliations : 150 000 €
- JAN : 140 000 €
- Ressources Humaines : 100 000 €
- Modernisation SI : 80 000 €
- Nouveaux projets Horizon : 60 000 €

Fort de ces constats, des leviers ont été évoqués en Bureau, visant à dégager des ressources financières. Suite aux différents échanges lors du Bureau, les leviers évoqués ont été valorisés :

- Hausse du tarif de la licence sur la saison 2022/2023 : hypothèse de 2 € sur toutes les licences 2022/2023 **(+330K)**
- Contribution des ligues au financement du projet SI comme évoqué depuis 2018 : hypothèse de mise en œuvre en 2022 **(+375K)**
- Hausse du prix des engagements pour rendre les championnats a minima équilibrés : hypothèse de 100% des championnats 2022/2023 équilibrés **(+65K)**
- Soit des marges de manœuvre complémentaires de **+770K**, néanmoins insuffisantes pour garantir l'équilibre du budget 2022 **(-1,5M€)**, d'où l'exploration de nouvelles pistes budgétaires.

Jean-Luc Manaudou revient sur l'augmentation salariale prévue en janvier et fait remarquer qu'il n'y a pas de grilles indiciaires dans la convention collective nationale du sport mais seulement dans le secteur public où les salaires sont indexés sur le Smic. De plus, à titre personnel, s'il a bien conscience des problèmes économiques de la Fédération, il souhaite un débat collectif sur le budget global et notamment sur le processus budgétaire adopté, lors d'une réunion de travail en présentiel sur une journée, au cours de laquelle un balayage complet du budget serait réalisé. Il ne s'agit pas là d'une question de confiance mais de compréhension et de discussion. Ce débat devrait intéresser tout le monde. Il ne s'agit pas non plus seulement d'une question comptable mais d'un enjeu sportif majeur pour la Fédération et les ligues auquel il faut réfléchir.

Bernard Dalmon rappelle qu'aujourd'hui il n'y aura pas de vote, il s'agit uniquement de présenter l'avancement du budget. Une réunion du cercle de compétence regroupant les Trésoriers des ligues sera organisée prochainement.

Laurent Ciubini confirme que les services fédéraux se tiennent à la disposition de tous ceux qui souhaitent débattre. A ce titre, il demande quels membres du CoDir seraient intéressés par l'organisation d'une telle journée de travail. Marc Deberghes, Olivier Hirtzig, et Jean-Luc Manaudou se disent intéressés par ce type de débat. Il propose la tenue de cette journée de travail en janvier 2022 à la Fédération.

Dominique Cupillard se dit intéressée par le sujet mais pas par le format de réunion sur une journée complète.

Lazreg Benelhadj rappelle la confiance qu'il témoigne aux personnes compétentes. Il demande quel sera le montant de la participation des ligues sur la rénovation des SI ?

Laurent Ciubini rappelle qu'il avait été acté un pourcentage relatif au nombre de licences (1 € par licence et par ligue pendant 4 ans). Ceci reste un principe pour le moment.

Proposition de hausse du prix des engagements visant à l'équilibre des Championnats :

Julien Issoulié précise que cela concerne toutes les disciplines sur l'activité fédérale nationale. Il cite pour exemple le Plongeon pour lequel les frais d'engagements ne pourront jamais couvrir les frais d'organisation (2000 € contre 51000 €). En ce qui concerne le water-polo féminin, la Fédération abonde par exemple sur les frais de Championnats car les frais d'engagement seraient trop importants pour les clubs.

Benjamin Mercier se dit favorable à une augmentation régulière des frais d'engagement du water-polo.

Alexandra Laboucheix présente ensuite la poursuite du processus budgétaire, dont le travail de fiabilisation des données :

- Mise en adéquation des ambitions du programme JAN avec les recettes licences : **+60K**
- Travail fait par la direction pour rééquilibrer le budget Horizon : **+60K**
- Prudence sur l'atterrissage licences 2021/2022 (réévalué à 4,8M€) : **-330K**
- Soit un impact négatif de **-210K**

Laurent Ciubini précise qu'un temps d'échanges est nécessaire sur la licence. Une perte de licences globale et notamment de licences « compétiteurs » est constatée. L'impact négatif lié aux rentrées des licences varie au jour le jour. A ce jour, la Fédération anticipe un résultat négatif, mais cela peut évoluer d'ici le début de l'année prochaine. Comment redonner confiance aux clubs ? quel format sportif apporter ? comment encourager la reprise des licences compétition ?



Benjamin Mercier : certains clubs restent réticents dans l'attente des annonces gouvernementales. En ligue HDF, il constate que les clubs ont augmenté de 40 € leurs cotisations.

Jean Luc Manaudou estime qu'il vaut mieux augmenter le prix de la licence qu'augmenter le tarif des engagements, sous peine que les clubs ne licencient plus.

Gilles Sezionale : si nous augmentons le prix de la licence de 5 euros, cela résoudrait tous les problèmes.

Hélène Ricardo ne partage pas cet avis.

Lazreg Benelhadj : la perte réside dans les licences compétiteurs. Les clubs reviennent à un niveau normal mais ils ne souhaitent plus licencier. Quel intérêt pour un adhérent loisirs de réclamer sa licence ? à Paris, sur 220 clubs de natation référencés, seul 23 sont affiliés ! L'offre licence doit être travaillée.

Gilles Sezionale : il est temps que la Fédération prenne ses responsabilités en bloquant les affiliations des clubs qui ne remplissent pas le 100% licences.

Christine Kitegi : de nombreuses ligues investissent dans le sportif. La ligue Occitanie a réduit les frais d'engagement de 50 % pour aider ses clubs. La solution du moment est d'augmenter les licences.

Laurent Ciubini présente les autres pistes explorées dont :

- Création pour 2022 d'un fond de dotation sur les équipes de water-polo **(+ 60K)**
  - Création d'un fonds de péréquation pour le plongeon : financement de tous de l'investissement fait sur le plongeon **(+70K)**
  - Ne pas assortir de volet financier à la contractualisation 2022 **(+ 150K)**
  - Prévoir comme au budget 2021 une participation des clubs, ligues, ou nageurs sur le coût des compétitions **(+170K)**
- Soit de nouvelles pistes pour **+450K**

Gilles Sezionale rappelle que la Fédération a fait front et si nous n'avions pas fait ce qui a été fait, la Fédération ne se serait pas relevée du Covid. Aujourd'hui, comment faisons-nous pour faire face aux dépenses, alors que les licences ne sont pas revenues à la normale ?

Evelyn Ciriegi informe que le CNOSF a annoncé hier 7 % de diminution au niveau des PSF que la Fédération doit anticiper. Au niveau régional, 5M€ seront donnés aux DRAJES.

Laurent Ciubini : au niveau régional 80M€ seront investis sur le financement régional pour les structures de proximité. Globalement, il y a plus d'argent sur l'ANS mais quid de la répartition ?

Myrtho Mandé souhaite que ces pistes puissent être évoquées lors de la prochaine réunion du Conseil des Territoires du 19 janvier. Il évoque le cas de certains clubs de sa région qui ne licencient pas.

Patrick Trioen estime que la tendance sur le résultat des licences dans les clubs sera identique à l'année dernière. Dans sa région, il constate 30 % de perte dans les clubs. La remontée des licences est provisoire car elle est due au pass sanitaire.

Laurent Ciubini répond que ce n'est pas la tendance dans toutes les ligues.

Benjamin Mercier : nous sommes trop tolérants avec les clubs qui ne licencient pas.

Gilles Sezionale rappelle que la loi sur le Sport doit être appliquée.

Christine Kitegi estime que la communication sur l'intérêt du nageur à se licencier dans un club n'est pas suffisante.

## **8. Clôture des travaux par le Président**

---

L'ordre du jour étant épuisé, Gilles Sezionale donne rendez-vous à tous pour les Finales du jour à la piscine Angelotti de Montpellier.

**Clôture des travaux à 17h00.**

**La Secrétaire Générale**

**Dominique CUPILLARD**

**le Président**

**Gilles SEZIONALE**